

# Le gouvernement togolais revoit le budget 2018 à la baisse



La loi des finances, gestion 2018 du Togo est revue à la baisse. Le gouvernement qui s'est réuni vendredi en Conseil des Ministres présidé par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a adopté le projet de loi des finances rectificative, gestion 2018. Selon le communiqué officiel, cette démarche est devenue nécessaire par l'évolution de la conjoncture socio-économique et financière du pays, caractérisée par la crise sociopolitique. L'autre raison avancée est la nécessité de prise en compte de la demande sociale.

Pour le gouvernement, la crise qui dure depuis bientôt 10 mois a affecté négativement depuis le second semestre 2017, l'activité économique, réduisant de ce fait le niveau de mobilisation des recettes fiscales et douanières.

*« Cette situation observée au titre de la gestion 2017, se ressent également sur l'exécution du budget 2018 pour lequel le niveau de recettes fiscales recouvrées au cours du premier trimestre n'a pas atteint l'objectif fixe' », lit-on dans le communiqué du gouvernement.*

La même source avance une autre raison pour justifier la nécessité de ce collectif budgétaire. Il s'agit de « la satisfaction de nouveaux besoins sociaux liés notamment aux

revendications des agents des secteurs de l'éducation, à l'augmentation des subventions aux universités de Lomé et de Kara ainsi qu'aux enseignements confessionnels ». A cela s'ajoute la prise en compte de nouvelles demandes d'investissements financés sur ressources propres. Toutes choses qui ont par ailleurs augmenté le niveau des dépenses.

{loadmoduleid 210}

Au final, le budget rectifié s'équilibre en recettes et en dépenses à 1 308 134 862 000 FCFA contre 1 318 500 000 000 FCFA dans la loi de finances initiale soit une baisse de 1%.

A l'occasion de l'examen de ce collectif budgétaire, Faure Gnassingbé a recommandé à ses ministres de prendre toutes les mesures idoines pour impliquer davantage les investisseurs privés nationaux et internationaux qui s'intéressent au Togo.

Les ministres sont ainsi invités à se rendre plus disponibles et à étudier les projets proposés par le secteur privé national et international dans le souci d'augmenter significativement la part des investissements privés dans l'économie nationale.